Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 2 (1910)
Heft: 5

Artikel: Courants adverses dans le mouvement. Part 2
Autor: [s.n.]
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-382810

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 15.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

noms et adresses des employeurs qui demandent du personnel; une carte postale imprimée est ensuite envoyée à chacun de ces employeurs pour leur signaler l'existence du bureau municipal, sa gratuité et l'intérêt qu'ils auraient à s'y adresser. Enfin, surtout au début, lorsque les bureaux municipaux ne sont pas encore très connus, les directeurs n'hésitent pas à faire des démarches personnelles soit auprès des principaux industriels et commerçants pour les amener à s'adresser de préférence au bureau municipal, soit auprès des associations patronales et ouvrières pour gagner leur sympathie et leur appui.

« Certaines municipalités, pour amener les employeurs à se servir du bureau communal, recourent à une mesure énergique. Elles ont inscrit dans leur cahier de charges une clause aux termes de laquelle les entrepreneurs de travaux pour le compte de la ville sont tenus de s'adresser au bureau municipal lorsqu'ils ont besoin d'ouvriers pour l'exécution de ces travaux. Naturellement, les entrepreneurs ne sont pas tenus d'embaucher tous les ouvriers qui leur sont envoyés par le bureau et ils conservent le droit de s'adresser ailleurs si le bureau municipal, après expérience, n'est pas en mesure de satisfaire à leurs besoins de main-d'œuvre.

« Cette mesure peut avoir les meilleurs effets sur l'activité du bureau municipal si celui-ci sert assez bien les patrons qui sont obligés de s'adresser à lui pour les amener à y recourir volontairement pour d'autres travaux. Les promoteurs de cette mesure lui attribuent aussi d'autres avantages; comme les bureaux municipaux donnent généralement la préférence aux ouvriers indigènes ou nationaux, elle tendrait à restreindre l'emploi de la main-d'œuvre étrangère; elle diminuerait par suite les charges de l'assistance municipale qui n'est due en principe qu'aux habitants de la ville. Parmi les municipalités qui ont introduit cette clause dans leurs cahiers des charges, on peut citer Strasbourg, Mulhouse, Colmar, Sarreguemines, Schlestadt, Schiltigheim. La question est à l'étude à Pforzheim et à Stuttgart. Dans les autres villes, lorsque les travaux municipaux sont adjugés, on se contente d'appeler l'attention des adjudicataires sur les services que peut leur rendre le bureau municipal.

« Les bureaux municipaux qui fonctionnent bien sont d'ailleurs conduits à la façon d'une maison de commerce; les formalités bureaucratiques sont réduites au minimum; le téléphone joue un grand rôle. C'est, on peut le dire, le principal outil du bureau de placement bien organisé. Chaque préposé a à sa disposition un poste téléphonique; c'est par cette voie que lui parviennent la plupart des commandes des patrons, qu'il apprend si l'ouvrier envoyé a fait ou non l'affaire, s'il doit en envoyer un nouveau, si telle place est encore libre ou si elle a été remplie, etc. Dans les bureaux des grandes villes, le téléphone ne s'arrête pour ainsi dire jamais. En 1906, le nombre des communications téléphoniques s'est élevé au bureau de placement central de Berlin à 78,000 pour 97,000 placements effectués. A Munich, pour six mois (juillet-décembre 1908), le nombre des communications s'est élevé à 47,000; le maximum pour un seul jour a été de 865 » (p. 6-7).

Le mécanisme du placement, minutieusement décrit, mais dans le détail duquel nous ne pouvons pas entrer, assure avec un minimum d'effort un maximum de rendement. Il réalise ainsi, dans la technique des opérations de placement, la fin à laquelle répond l'institution même de l'office municipal. *(A suivre.)*

Courants adverses dans le mouvement ouvrier

II.

L'inégalité du développement capitaliste.

Le socialisme, le mouvement ouvrier et les organisations ouvrières dans leur ensemble doivent être considérés comme une action de classe, *résultant de circonstances sociales créées surtout par le développement de la grande industrie.*

C'est dans de telles conditions que les travailleurs peuvent se rendre compte de la nécessité et de la possibilité d'une organisation sociale nouvelle, c'est dans ces circonstances, créées par le capitalisme et l'industrialisme, que la classe ouvrière se rend compte de sa force et devient peu à peu consciente de sa puissance et de sa capacité de conquérir finalement le pouvoir social.

Pourtant, un mouvement qui doit conquérir l'Etat, qui veut transformer toute la société, ne peut rester limité aux seuls centres de la grande industrie. Ce mouvement doit passer aussi dans les petites villes, il doit pénétrer dans tous les villages, en un mot, conquérir tout le territoire que l'humanité occupe.

Les militants rencontreront partout des mécontents et des opprimés qui seront tout heureux d'apprendre la bonne nouvelle de la lutte contre les exploiteurs et oppresseurs pour l'émancipation de toutes les victimes du régime social actuel.

Partout le capitalisme a déjà commencé à produire ses effets et a plus ou moins décomposé les conditions anciennes. En même temps, le capitalisme s'est déjà créé des adversaires en

masse et partout où il y a des salariés, les idées socialistes trouveront des adhérents décidés à prendre part à la lutte contre le capital.

Seulement ces adhérents des petites villes ou des campagnes vivent dans des conditions différentes, qui les placent à un autre point de vue que ceux des grands centres industriels, quand il s'agit d'envisager les problèmes sociaux, le mouvement et les conditions de lutte. Comme les conceptions de chacun se basent surtout sur ce qu'il a vécu lui-même réellement, sur ses propres expériences, les adhérents des contrées arriérées doivent fatalement souvent douter de l'exactitude de nos théories, de l'efficacité de notre tactique, basées sur des conditions industrielles qui n'ont encore pas su se développer dans leur contrée. Voici déjà une raison qui peut amener des divergences profondes de tactique.

Le capitalisme bien développé crée un fossé profond, une séparation nette entre la classe des propriétaires de moyens de production et la classe ouvrière. La classe moyenne, si elle ne disparaît pas entièrement dans ces conditions, du moins elle perd de plus en plus de son indépendance et elle doit finalement s'attacher soit au capitalisme, soit à la classe ouvrière. Il en est autrement là où le capitalisme n'est pas bien développé, où l'industrialisme n'est encore qu'au début de sa réalisation. Dans ces contrées — c'est le cas pour une grande partie de la Suisse (note du traducteur) — il reste une classe moyenne solide dont les membres sont assez nombreux pour exercer une certaine influence sur les conditions de la vie sociale. C'est cette classe qu'on appelle la classe tampon, elle est placée entre les deux classes sociales extrêmes, la grande bourgeoisie et le prolétariat. La classe moyenne est composée en partie de petits patrons, artisans et marchands plus ou moins autonomes, qui n'emploient que peu d'ouvriers et encore très irrégulièrement, puis de petits bourgeois, commerçants, entrepreneurs, paysans moyens, qui emploient régulièrement un nombre assez restreint d'ouvriers ou d'employés.

Les limites entre petits patrons et ouvriers ne ressortent pas nettement, les uns se trouvant directement et continuellement en contact avec les autres. Souvent, il existe de bons rapports entre les petits patrons et leurs ouvriers, quelquefois il s'établit des relations de confiance entre eux, qui se transforment en relations patriarcales dès qu'il s'agit de grands patrons. Souvent le petit capitaliste a à peine quitté les milieux ouvriers, les anciens ouvriers se souviennent encore d'avoir travaillé avec lui et de l'avoir tutoyé. Il faut parfois une forte abstraction pour découvrir en dessous de ces formes dociles — où il semble que les conditions de travail et les salaires soient déterminés par les relations personnelles — l'influence du capitalisme et les premières apparitions de la lutte de classe.

Les conditions comme nos théories les prévoient, paraissent encore moins réelles à la campagne proprement dite où les relations les plus primitives existent entre paysans, leurs familles et leurs domestiques de campagne. Il est vrai que l'œil exercé aperçoit ici également les premières traces du capitalisme sous forme d'une exploitation souvent brutale, et dans la recherche de profits; pourtant, ceux qui ont appris à connaître le capitalisme dans ses formes précises, tel qu'il se présente dans la grande industrie, n'aperçoivent les traces du capitalisme que cachées ou voilées par des formes bien primitives.

Dans de telles contrées, la classe ouvrière se trouve en minorité et assez dispersée parmi la population. Dans ce milieu, le socialisme peut à la rigueur donner l'idée aux ouvriers qu'ils ont aussi des droits et des revendications à formuler. La pensée de tout conquérir, de vaincre toutes les autres classes sociales, cela leur semble une utopie vague et lointaine. Ici, l'ouvrier ne comprend plus que le but immédiat du mouvement doit être d'augmenter sa puissance, le pouvoir de sa classe, puisque la classe ouvrière se trouve encore en infime minorité. Il voit là un autre but à atteindre. En général, les salaires sont excessivement bas, et les conditions de travail et de vie sont déplorables dans ces contrées. Porter une amélioration immédiate à leur triste sort, cela paraît être au moins un but réalisable. Quelquefois, les patrons ne se montrent pas encore aussi intransigeants et brutaux que certains gros industriels, puis ils connaissent leurs ouvriers personnellement, ils sont même au courant des défauts, des besoins et des caprices de chaque ouvrier. Enfin, l'organisation, les premiers mouvements d'ensemble des groupements ouvriers, considérés jusqu'ici comme quantité négligeable, comme simple société de secours mutuels ou société d'amusement, apparaissent et jettent le désarroi dans les rangs du patronat surpris. L'opinion publique de la petite bourgeoisie (bien pensante) s'émeut des iniquités qui viennent à jour. Il y a même de nombreux éléments petits bourgeois qui reconnaissent ouvertement que les ouvriers ont raison de ne pas se laisser écraser et de revendiquer les droits convenant à des égaux. Dans ces conditions, même une organisation faible peut obtenir des succès immédiats, pourvu qu'elle soit dirigée par quelques têtes intelligentes et un peu hardies; là, on peut encore obtenir quelque chose

par des concessions réciproques, par des pourparlers et des ententes à l'amiable. Ce qui vient encore en aide aux ouvriers dans de tels cas, c'est le fait qu'une bonne partie de nos petits bourgeois se trouve menacée sérieusement par le gros capital et, par conséquent, ces petits bourgeois ont parfois de bonnes raisons pour haïr le gros capital et, de ce fait, ils arrivent à appuyer plus ou moins directement les travailleurs en lutte contre la grande industrie. Dans le temps, petits bourgeois et ouvriers ont pu s'accorder pour la défense des principes démocratiques *.

Ce procès peut se renouveler en petit dans les régions arriérées et la théorie de la lutte de classe paraît inexacte et la tactique de l'action doit paraître à rebours à ceux qui vivent dans les conditions déjà mentionnées.

Le marxisme comme théorie du prolétariat révolutionnaire entraîne une évolution complète de la pensée. Cette théorie ne rencontrera des sympathies généralement que là où de fortes transformations de la vie économique se seront déjà produites, chez ceux qui ont eu eux-mêmes l'occasion d'observer ces transformations ou qui en subissent les conséquences directes.

Le développement de la grande industrie détruit brutalement les anciennes traditions; elle bouleverse les mœurs et les habitudes et elle produit l'effet d'un coup de balai formidable dans les cerveaux, rendant ces derniers aptes à une conception nouvelle du monde et de l'histoire. Par contre, dans les régions égarées, le mauvais air des traditions anciennes domine, les idéologies traditionnelles restent puissantes et les vieilles idées ne sont point bouleversées, dans tous les cas la méthode de pensée est restée la même, étant donné que les conditions économiques n'ont pas ou peu changé.

Ici la philosophie de la petite bourgeoisie reste prédominante; on ne trouve pas dans le socialisme une philosophie prolétarienne bouleversant tout, mais simplement une série de petites réformes pratiques, qui ne touchent en rien les bases mêmes de la société bourgeoise, qui laissent les institutions bourgeoises intactes **.

Ainsi on comprend qu'au fur et à mesure que la propagande socialiste pénètre dans les régions arriérées, le nombre de ceux qui n'ont pas confiance dans l'exactitude des théories fondamentales du socialisme et, de ce fait, le nombre de ceux qui réclament une tactique à part augmente. Le manque de grands centres industriels dans certaines régions explique pourquoi on veut rester autonome dans ces régions, ce qui ne veut pas dire qu'il faille céder à ces réclamations, car on doit diriger sa tactique selon les conditions économiques nouvelles dont les effets et tendances se distinguent bien nettement aux grands centres industriels. Finalement, les lois de l'économie capitaliste produisent partout leur influence, même là où le capitalisme est encore à l'état embryonnaire. La concentration du capital (qu'il ne faut pas identifier avec une restriction plus ou moins rapprochée du nombre des capitalistes) reste un fait important, même pour les villages les plus éloignés où elle ne s'est pas encore réalisée. Le dernier village faisant encore partie de la société, subit plus ou moins directement les effets des grandes transformations économiques.

En réalité, la vie sociale n'est point déterminée par les conditions des classes moyennes des petits villes, c'est le grand capitalisme international, auquel appartient aujourd'hui le dernier mot au point de vue général. C'est ainsi que les faits ou les événements historiques de notre époque sont décidés par les conditions des grands centres industriels et non pas par celles des régions arriérées.

Dans les moments décisifs de l'évolution sociale, un ouvrier d'un établissement industriel d'un grand centre a plus de poids qu'un ouvrier ou un petit paysan isolé du village lointain, parce que dans le centre industriel les ouvriers exercent par leur masse une influence beaucoup plus grande que le même nombre d'ouvriers dispersés à la campagne.

Cela ne dit pas que les conditions des régions arriérées restent sans influence, seulement l'influence qu'elles peuvent exercer tend le plus souvent à arrêter le développement économique qui est nécessaire pour rendre possible la réalisation du socialisme. C'est donc une influence que nous devons combattre. Ainsi les conceptions opportunistes et par trop modérées * du revisionnisme doivent être combattues, parce qu'elles affaiblissent et arrêtent l'assaut révolutionnaire de la classe ouvrière. Tout en reconnaissant que ces conceptions résultent des conditions locales, au point de vue général, elles sont fausses et on ne doit prendre aucun égard pour les combattre énergiquement. Il est dans l'intérêt des travailleurs mêmes, qu'on n'attribue aucune valeur aux conceptions résultant des conditions économiques peu développées, ni malgré que ces conceptions peuvent paraître toutes naturelles. En dernier lieu, tous les prolétaires ont les mêmes intérêts. Il n'est point nécessaire que tous passent par la même filière du déve-

* Société du Grutli en Suisse, parti radical-ouvrier à Genève.

** Dans cette méthode d'envisager et de juger le socialisme marxiste, les élèves des sociétés du Grutli et des anciens partis ouvriers en Suisse paraissent d'accord avec les anarchistes. Le fait que les uns arrivent juste aux conclusions contraires des autres n'empêche pas que leur méthode de penser, la base de leur jugement, soit la même.

* Autant que les conceptions exaltées des anarchistes résultant de la même situation (Note du traducteur.)

loppement du petit métier à la grande industrie; pourvu qu'ils secondent toujours le prolétariat des grands centres, ce dernier obtiendra finalement la puissance nécessaire pour supprimer définitivement le régime capitaliste et instaurer un ordre social, par lequel les uns et les autres se trouveront mieux.

Quel est le moyen pour combattre les conceptions résultant des conditions des contrées arriérées?

Ce moyen, c'est l'instruction théorique en matière sociale. Par cette instruction, l'esprit est détaché du milieu restreint, la pensée sort du cadre étroit de la localité ou des alentours les plus proches, pour entrevoir et saisir le fonctionnement de la vie sociale universelle.

Par l'instruction théorique, le travailleur isolé des villages lointains peut finalement se rendre compte des conditions résultant de l'évolution industrielle, elle lui permet de distinguer le capitalisme et le prolétariat dans une forme bien nette et c'est ainsi que le prolétaire de la campagne ou de la petite ville devient apte à mieux comprendre les raisons fondamentales qui déterminent sa propre situation.

C'est pourquoi on doit bien se garder de vouloir faire des prosélytes dans les régions arriérées en ménageant trop les préjugés. Plus l'instruction théorique paraît pénible et peu fructueuse, plus elle est nécessaire. *(A suivre).*

L'entrée dans l'Union suisse des fédérations syndicales.

Les mécaniciens de locomotives et l'Union suisse des fédérations syndicales.

(Fin.)

Bien des collègues croient que l'entrée dans l'Union suisse des fédérations syndicales soit une affaire de politique, qu'on y fasse une politique de parti, que la société soit livrée aux social-démocrates, et à d'autres raisons apparentes de ce genre. L'Union suisse des fédérations syndicales se compose d'adhérents à tous les partis politiques, sa direction est entre la main de chefs qui, en fait de politique, marchent séparément; mais cette circonstance ne les a encore jamais empêchés de lutter pour le bien des sociétaires de l'Union des fédérations syndicales; il nous mènerait trop loin d'entrer ici dans les détails. Notre entrée dans l'Union suisse des fédérations syndicales n'a absolutement rien à faire avec la politique; si les sociétaires le jugent nécessaires de faire de la politique, ils devront chercher ailleurs leur champ de bataille. Mais, avec cela, nous ne voulons pas dire que le personnel des locomotives devra se tenir loin de la politique, comme c'est encore le cas dans quelques cercles de nos collègues. Il y a peu de temps encore, on a reproché à la direction d'une section qu'elle fasse de la politique dans la société. Que le comité en question ne prenne pas trop à cœur ce reproche, car ceux-là qui firent ce reproche, avaient aussi fait de la politique, mais de quel genre, au moins pas une politique de bonne foi.

Il faut le dire ici: La V. S. L. F. comme telle doit prendre son parti dans les questions politiques qui touchent les intérêts de ses membres; elle y est forcée par les circonstances telles qu'elles se sont formées. Bien entendu, la société ne doit pas prendre, de prime abord, son parti à l'occasion de toute élection politique ou de tout vote, mais pourtant et dans tous les cas à l'occasion des nominations pour les conseils fédéraux; à l'occasion des élections pour les parlements cantonaux seulement là où il paraît nécessaire de prendre un parti.

Par le transfert des chemins de fer privés dans la possession de l'Etat, le peuple suisse tout entier est devenu participant aux chemins de fer, et puisque nous nommons nos représentants nous-mêmes, nous nommons nous-mêmes indirectement nos patrons. Or, pour le personnel qui se compose entièrement de citoyens du pays qui possèdent leur droit d'élection et de vote et qui doivent l'exercer, il ne peut nullement être égal quels seront les hommes qui seront envoyés à la ville fédérale pour sauvegarder et augmenter les intérêts du peuple aux chemins de fer. Le cheminot a le plus grand intérêt à ce qu'il donne sa voix seulement à des hommes, comme représentants du peuple, desquels il est sûr qu'ils s'occupent de lui, qu'ils défendent de toutes leurs forces ses vœux et ses demandes et qui savent estimer juste, lui, son travail et sa responsabilité. Malheureusement, nous n'avons pas encore, dans les conseils fédéraux, le nombre suffisant de représentants qui sont d'accord avec nous; la plus grande partie reste indifférente ou sans sympathie vis-à-vis de nous, et si jamais se montre maintenant une inclinaison plus grande pour nos tendances et nos demandes, de l'autre côté, on travaille devant ou derrière les coulisses avec toutes les raisons possibles et apparentes pour supprimer tout de suite toute cupidité.

Or, où trouvons-nous les hommes qu'il faut, auxquels nous pouvons nous fier? Répondre à cette question ne devrait pas être difficile pour tout cheminot qui réfléchit quelque peu indépendamment. A quelques exceptions près, exceptions très honorables, il n'y a que les membres du groupe politique social qui sont carrément